

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 MAI 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/262 CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE DEPARTEMENT DU VAR RELATIVE A LA CREATION D'UN CARREFOUR GIRATOIRE AU PARADIS NORD SUR LA RD559 ET L'INSTALLATION D'ARRETS DE BUS A CARQUEIRANNE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/262

BUREAU DU 12 MAI 2025

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE
DEPARTEMENT DU VAR RELATIVE A LA CREATION
D'UN CARREFOUR GIRATOIRE AU PARADIS NORD
SUR LA RD559 ET L'INSTALLATION D'ARRETS DE
BUS A CARQUEIRANNE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la délibération du Conseil Départemental n°CO 2024-1631 de la Commission Permanente G45 du 27 janvier 2025,

VU la convention ci-annexée,

CONSIDERANT que le Département du Var et la Commune de Carqueiranne ont convenu qu'il était opportun de modifier le carrefour existant, de type tourne à gauche, en carrefour giratoire afin de sécuriser les échanges de la RD 559 du PR 39+340 au PR 39+480, du boulevard du Professeur Richet et du chemin de la Colle Noire,

CONSIDERANT que l'aménagement de ce carrefour giratoire contribuera également à modérer la vitesse sur la RD 559. En effet, le tracé rectiligne de cette section de la RD 559 incite les usagers à accélérer sur cette portion de route située hors agglomération,

CONSIDERANT que l'opération prévoit également la mise aux normes d'accessibilité des deux arrêts de bus avec application de la charte de la Métropole TPM. De ce fait, elle posera les nouvelles cabines en bénéficiant de la permission de voirie au sens de l'article L113-2 du Code de la Voirie Routière,

CONSIDERANT que cette opération vise à améliorer la sécurité et la fluidité du trafic en modérant la vitesse sur cette section routière,

CONSIDERANT que les travaux se déroulent sous maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre du Département du Var, et doivent démarrer dans un délai de deux ans à la suite de la signature de la présente convention,

CONSIDERANT que les prestations principales de ces travaux sont :

- L'installation de chantier et signalisation provisoire : étude de programme, signalisation de chantier, fourniture, pose et dépose de panneau et d'oriflamme (dénommé beach flag dans la convention), mission géotechnique G3 et plan de récolement,
- Les travaux préparatoires : débroussaillage, élagage et abattage des arbres, marquage et piquetage au sol, localisation de divers ouvrages,
- La réalisation d'un giratoire avec dévoiement de la piste cyclable du Littoral (PCL),
- La réalisation d'un muret de soutènement sur parcelle n°BE51 pour réalisation du giratoire,
- La réalisation d'un branchement d'eau pour arrosage des espaces verts de l'anneau central,
- La réalisation d'îlots sur la RD 559 en approche du giratoire,
- Les travaux sur réseau pluvial (busage des fossés, reprise du réseau pluvial du boulevard du Professeur Richet),
- La mise aux normes PMR des deux arrêts de bus du Réseau Mistral par la réalisation des quais bus prolongés d'un trottoir en direction du boulevard du Professeur Richet,
- La mise aux normes PMR des deux arrêts de bus du Réseau Mistral par la réalisation des quais bus prolongés d'un trottoir en direction du boulevard du Professeur Richet,
- La réalisation de l'éclairage public du giratoire,
- La démolition et reconstruction du mur d'enceinte du stade Tassy pour la partie concernée par l'emprise du chantier,
- La dépose et repose du grillage du stade Tassy et de son parking,
- Les travaux d'enrobé sur l'ensemble de l'emprise du chantier (RD 559, PCL, boulevard du Professeur Richet),
- La signalisation horizontale et verticale,

CONSIDERANT que le montant total estimé de l'opération s'élève à 500 000 € HT soit 600 000 € TTC, la participation de la Métropole TPM est plafonnée à 125 225 € HT,

CONSIDERANT qu'en cas de dépassement, le maître d'ouvrage peut se réserver le droit de formuler un avenant à la convention,

CONSIDERANT la nécessité de définir par une convention, les modalités administratives, techniques et financières pour la réalisation de cette opération,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention entre la Métropole TPM et le Département du Var relative à la création d'un carrefour giratoire au Paradis Nord sur la RD 559 et l'installation d'arrêts de bus à Carqueiranne.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires aux travaux seront inscrits sur le budget annexe Transports 2025, opération 42456.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 mai 2025

Jean-Pierre GIRAN

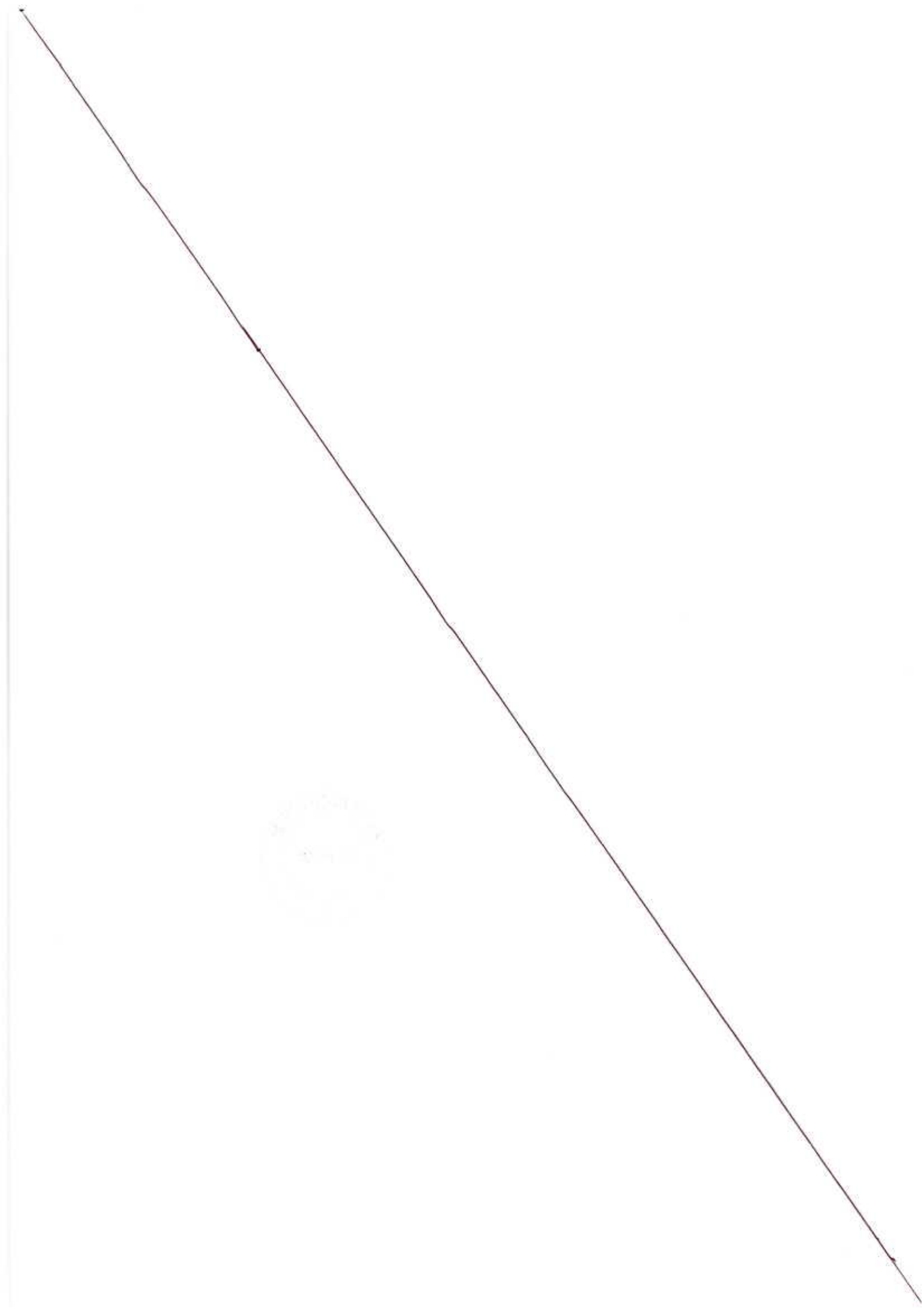
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Elus ne prenant pas part au vote :

Monsieur Thierry ALBERTINI, Monsieur Robert BENEVENTI, Madame Josée MASSI, Monsieur Jean-Louis MASSON, Monsieur Francis ROUX.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

*D.I.M./
IG*

Acte n° : CO 2024-1631

CONVENTION RELATIVE A LA CREATION D'UN CARREFOUR GIRATOIRE AU PARADIS
NORD SUR LA RD 559 ET L'INSTALLATION D'ARRETS DE BUS A CARQUEIRANNE-
PR 39 +340 AU PR 39 + 480 - HORS AGGLOMERATION

Fait à Toulon, le

Pour le Président du Conseil départemental

Ludovic PONTONE
Conseiller départemental
Vice-Président de la commission mobilités et
infrastructures routières (territoire
métropolitain)

(convention valant permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière)

La présente convention est conclue entre :

Le Département du Var, numéro SIRET 22830001800113, sis 390 avenue des lices, CS 41303 83076 Toulon cedex, représenté par **Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil Départemental du Var**, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente n° G45 en date du 27 janvier 2025

Le Président du Conseil départemental est représenté par Monsieur Ludovic PONTONE, conseiller départemental et Vice-président de la commission "mobilités et infrastructures routières" territoire Métropolitain agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

Ci après désigné « le Département » d'une part,

ET

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, numéro SIRET 24830054300217, sise 107 boulevard Henri Fabre 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9, représentée par **Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président**, habilité à cet effet par délibération n° du Bureau métropolitain en date du

Ci-après désigné par « la Métropole » d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Fondements juridiques :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des propriétés des personnes publiques,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code de la commande publique,

Vu le règlement départemental de voirie du Var,

Vu la convention CO 2019-1181 relative aux modalités d'exercice par le Département de la compétence gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires en cohérence avec les politiques mises en oeuvre par la Métropole

ARTICLE 1 – CONTEXTE DE LA CONVENTION

Le Département du Var et la Commune de Carqueiranne ont convenu qu'il était opportun de modifier le carrefour existant, de type tourne à gauche, en carrefour giratoire, afin de sécuriser les échanges de la RD 559, du PR 39+340 au PR 39+480, du boulevard du professeur Richet et du chemin de la Colle noire. Cette opération a été votée et affectée "aux autorisations de programme" par délibération n°G46 du 13 novembre 2023, affectation de l'opération 23OPE00723.

Le carrefour permet l'accès au quartier très urbanisé du Paradis Nord, via le boulevard du Professeur Richet, et vers les quelques propriétés situées au sud, via le chemin de la Colle Noire.

L'aménagement de ce carrefour giratoire contribuera également à modérer la vitesse sur la RD 559. En effet, le tracé rectiligne de cette section de la RD 559 incite les usagers à accélérer sur cette portion de route située hors agglomération.

L'opération prévoit également la mise aux normes d'accessibilité des deux arrêts de bus avec application de la charte MPTM. La Métropole pose les nouvelles cabines en bénéficiant de la permission de voirie au sens de l'article L113-2 du code de la voirie routière.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de réalisation des travaux décrits à l'article entre le département et la Métropole

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.

La présente convention comporte 4 annexes :

- annexe 1 : plan de situation
- annexe 2 : plan général des travaux
- annexe 3 : constat d'achèvement des travaux
- annexe 4 : tableau de répartition financière

ARTICLE 4 - NATURE DES TRAVAUX

Les prestations principales sous maîtrise d'ouvrage du Département sont les suivantes :

- Installation de chantier et signalisation provisoire : étude de programme, signalisation de chantier, fourniture, pose et dépose de panneau et de beach flag, mission géotechnique G3 et plan de récolement,
- Travaux préparatoires : débroussaillage, élagage et abattage des arbres, marquage et piquetage au sol, localisation de divers ouvrages,
- Réalisation d'un giratoire avec dévoiement de la piste cyclable du Littoral (PCL),
- Réalisation d'un muret de soutènement sur parcelle n°BE51 pour réalisation du giratoire,
- Réalisation d'un branchement d'eau pour arrosage des espaces verts de l'anneau central,
- Réalisation d'îlots sur la RD559 en approche du giratoire,
- Travaux sur réseau pluvial (busage des fossés, reprise du réseau pluvial du boulevard du Professeur Richet)
- Mise aux normes PMR des deux arrêts de bus du réseau Mistral par la réalisation des quais bus prolongés d'un trottoir en direction du boulevard du Professeur Richet,
- Réalisation de l'éclairage public du giratoire,
- Démolition et reconstruction du mur d'enceinte du stade Tassy pour la partie concernée par l'emprise du chantier,
- Dépose et repose du grillage du stade Tassy et de son parking,
- Travaux d'enrobé sur l'ensemble de l'emprise du chantier (RD559, PCL, boulevard du Professeur Richet),
- Signalisation horizontale et verticale sur l'ensemble de l'emprise du chantier (RD559, PCL, boulevard du Professeur Richet).

ARTICLE 5 - MAÎTRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX

En application du Code de la commande publique, et notamment les articles L2410-1- L2411-1- L2422-12 et suivants, relatifs à la maîtrise d'ouvrage des travaux, le Département assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux décrits à l'article 4 ci-dessus.

A ce titre, le Département assure la mise en œuvre des procédures administratives environnementales et juridiques nécessaires à la réalisation des travaux.

ARTICLE 6 - MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX

-Phase conception

Le Département réalise la totalité des procédures et études nécessaires à la réalisation des travaux.

- Phase réalisation :

Le Département assure la maîtrise d'œuvre du chantier, représenté par le pôle Provence Méditerranée de la direction des infrastructures et de la mobilité.

Le Département confie, sous sa responsabilité, les contrôles et la surveillance des travaux à un maître d'œuvre de son choix, afin qu'ils soient réalisés dans les règles de l'art jusqu'à la garantie de parfait achèvement.

Les travaux font l'objet d'essais et de contrôles, dont les résultats sont communiqués à la Métropole.

Le Département informe la Métropole, au moins quinze jours avant, de la date de commencement des travaux et de la durée d'exécution.

Le Département invite la Métropole à chaque réunion de chantier. En l'absence d'observations sur la qualité des travaux effectués, le Département ne peut être tenu responsable de problèmes mis à jour en phase de réception ou d'exploitation.

- Phase réception des travaux – remise des ouvrages réalisés :

La Métropole participe aux différentes phases des opérations préalables et de réception des travaux.

La Métropole formule ses observations éventuelles et son avis sur le traitement des non conformités éventuelles, qui sont consignées au procès-verbal.

ARTICLE 7 - APPROBATION TECHNIQUE DU PROJET

Le Département réalise l'ensemble des études nécessaires à l'exécution des travaux.

Préalablement à la réalisation des travaux, l'ensemble du projet est soumis pour approbation à la Métropole. Cette approbation doit intervenir dans le respect du délai maximum d'un mois. Ce délai court à compter des dates d'accusé de réception par la Métropole des documents concernés.

Si les approbations ne sont pas notifiées au Département dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme approuvée.

Toute autre demande d'approbation liée à une modification des prestations en cours de réalisation du chantier, nécessaire pour des considérations techniques, est traitée dans le respect d'un délai maximum de quinze jours. Si l'approbation n'est pas notifiée au Département dans le délai ci-dessus, la demande est considérée comme approuvée (acceptation tacite).

ARTICLE 8- DÉROULEMENT DES TRAVAUX

La Métropole a la possibilité de procéder à toutes vérifications qu'elle juge utiles en cours de chantier et d'assister aux réunions de chantier.

Le Département fournit à la Métropole tous les éléments nécessaires (provenance des matériaux, qualité, etc.) pour lui permettre de vérifier leur conformité par rapport aux spécifications du DCE, ainsi que les résultats des différents contrôles nécessaires conformément aux règles de l'art. Ces éléments et contrôles sont transmis à la Métropole sans délai afin de lui permettre une réaction appropriée le cas échéant.

En cas de manquement constaté eu égard aux instructions et prescriptions prévues par la présente convention, les agents de la Métropole habilités informent le Département afin qu'il prenne les dispositions nécessaires et fasse pallier les défaillances constatées.

Les adaptations mineures pouvant intervenir au cours des travaux gérés par le Département sont simplement signalées à la Métropole.

Les modifications techniques d'importance apportées en cours de chantier par le Département sont soumises à l'accord préalable de la Métropole si elles ont des conséquences visant à changer notablement son partenariat, et notamment son partenariat financier. Leur prise en compte doit faire l'objet in fine d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 9 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Les travaux nécessaires pour la création du carrefour giratoire au Paradis Nord à Carqueiranne décrits à l'article 4 ci-dessus, sont réalisés dans les règles de l'art. Il est par ailleurs tenu compte des prescriptions particulières suivantes :

- **Signalisation du chantier :**

Le Département a la charge de la signalisation réglementaire du chantier, qui doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention (instruction interministérielle sur la signalisation routière - huitième partie : signalisation temporaire).

En cas d'accident de circulation consécutif à une absence ou une insuffisance de signalisation temporaire, la Métropole se réserve le droit de rechercher la responsabilité du Département soit par voie d'appel en garantie, soit par voie d'action récursoire.

- **Coordination de sécurité et protection de la santé :**

Le Département désigne un coordonnateur SPS lors du lancement du chantier.

- **Vérification de l'aménagement**

Avant toute exécution effective d'ouvrage ou de partie d'ouvrage appartenant à la Métropole (ou devant lui être rétrocédé), il est procédé à une vérification contradictoire de leur implantation.

- **Achèvement et réalisation des travaux :**

La réalisation des équipements est vérifiée et constatée contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un constat d'achèvement des travaux signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention.

Pour le Département, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le procès-verbal est le chef du pôle Provence Méditerranée ou son représentant légal.

Pour la Métropole, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le constat est le directeur général des services techniques ou son représentant légal.

Ce constat ne peut être signé qu'après la fourniture par le Département à la Métropole du dossier des ouvrages exécutés (DOE), comprenant les plans de récolement et du dossier d'intervention ultérieur sur ouvrage (DIUO) des aménagements réalisés.

ARTICLE 10 – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Département, ainsi que tous les tiers intervenant pour son compte, sont autorisés à réaliser dans l'emprise du domaine public routier communautaire tous les travaux nécessaires dont il a la charge (article 4).

Le Département, ainsi que tous les tiers intervenant pour son compte, ont la charge d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

A l'issue des travaux, un plan de délimitation du domaine public départemental et du domaine public communautaire sera établi permettant de délimiter, suivant le projet, les voiries relevant des parties prenantes, pour en assurer la conservation et la gestion, étant rappelé qu'en zone d'agglomération, le Département est en charge de la seule conservation du domaine public routier départemental.

ARTICLE 11 - EXPLOITATION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

L'exploitation et l'entretien de l'aménagement réalisés seront effectués selon les dispositions de l'article 3 et de l'annexe 3 de la convention CO 2019-1181 du 4 décembre 2019 relative aux modalités d'exercice par le Département de la compétence gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires en cohérence avec les politiques mises en oeuvre par la Métropole.

Le Département peut modifier, à son initiative, les aménagements réalisés lorsque la conservation du domaine public routier départemental et l'intérêt des usagers le justifient.
En cas de modification, la Métropole sera informée préalablement.

Hors agglomération, et avant tout démarrage de travaux d'entretien susceptibles d'avoir une incidence sur la circulation de la route départementale RD 559, la Métropole devra demander un arrêté temporaire de circulation auprès de l'autorité départementale, détentrice du pouvoir de police de la circulation hors agglomération, et représentée, par délégation, par le pôle territorial Provence Méditerranée.

ARTICLE 12. FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

Estimation de l'opération :

A titre indicatif, le montant total estimé de l'opération s'élève à 600 000 € TTC, soit 500 000 € HT-
-Les travaux visés à l'article 4 sont réalisés par le Département, maître d'ouvrage, à ses frais, avec une participation financière de la Métropole en s'appuyant sur l'annexe financière.

La participation de la Métropole est plafonnée au montant de 125 225 € HT de l'opération.
Cette participation est ajustée en fonction du montant total des dépenses réellement constatées à l'issue des travaux, sur présentation des justificatifs.

En cas de dépassement, le maître d'ouvrage peut se réserver le droit de formuler un avenant à la convention.

Taxe sur la valeur ajoutée :

Conformément à l'article L1615.2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. La participation du tiers est donc non grevée de T.V.A.

Conditions de paiement :

Le versement par la Métropole est subordonné à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou au prorata des travaux réalisés.

Le Département s'engage à adresser sa demande de paiement, à la suite de la signature du constat d'achèvement des travaux, par le biais du portail CHORUS PRO, conformément à la loi n°68-1250 du 31/12/1968. La dette sera considérée comme éteinte dans un délai de 4 ans à partir du 1er jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

Échéancier de paiement :

Le versement par la Métropole est subordonné à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou le serait au prorata des travaux réalisés.

Le règlement de la participation financière de la Métropole s'effectue selon les modalités suivantes :

-100% du montant HT versé à l'achèvement des travaux, sur présentation du procès-verbal (annexe 3) de la présente convention, signé par les deux cosignataires, attestant de l'achèvement des travaux et sur la base de la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses établi par le Département. La Métropole s'engage à régler le titre de paiement dans les trente jours qui suivent l'appel de fonds par le Département, sous réserve que celui-ci ait fourni les pièces justificatives.

Conformément à l'article L1615-2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du fond de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. La participation de la Métropole est donc non grevée de TVA.

ARTICLE 13 – DURÉE DE LA CONVENTION

Les travaux décrits dans la présente convention doivent démarrer dans un délai de deux ans suivant la date de sa signature sous peine de caducité de la présente convention.

Toute prolongation de la présente convention pour la même durée doit faire l'objet d'une demande écrite du maître d'ouvrage, deux mois avant la date de caducité. L'absence de réponse à cette demande vaut acceptation tacite du renouvellement sollicité.

Cette convention est conclue pour une durée limitée par la fin du délai de garantie des travaux réalisés.

ARTICLE 14 - CONDITIONS DE RÉSILIATION

La résiliation de la convention pourra intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- force majeure ;
- non respect des conditions de l'article 4 de la présente convention ;
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Dans l'hypothèse où la présente convention serait résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 15 – CONTENTIEUX

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention, les parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulon. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

A / Litiges

Dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts, composée de deux membres, le Département et la Métropole qui désignent respectivement un seul membre. Cette commission doit, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des deux parties peut porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

B - / Responsabilités

Le Département est informée que sa responsabilité peut être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager du Domaine Public du fait du non-respect par la Métropole des obligations découlant de la présente convention ou dans le cadre de la gestion et de l'exécution des travaux d'entretien prévus par la présente convention.

C - / Recours suite aux travaux

La Métropole donne mandat au Département, aux fins d'engager, le cas échéant, toutes recherches en responsabilité, opérations d'expertise et/ou actions judiciaires à l'encontre des entreprises susceptibles d'être responsables de malfaçons ou désordres affectant les ouvrages relevant du domaine public communautaire. Le Département se charge de réaliser ou de faire réaliser les travaux de reprise des malfaçons ou désordres et d'en obtenir le remboursement auprès des entreprises ou de leurs assureurs.

ARTICLE 16 - COMMUNICATION

Dans le cadre de cette convention, les parties conviennent de la mise en œuvre d'actions de communication et de publicité conjointes selon les besoins.

ARTICLE 17 - CARACTÈRE EXÉCUTOIRE ET NOTIFICATION

La présente convention établie en deux exemplaires originaux, remise respectivement à la Métropole et au Département, est exécutoire à la date de sa notification aux intéressés.

Fait à Toulon, le

**Pour la Métropole
Le Président**

Jean-Pierre GIRAN

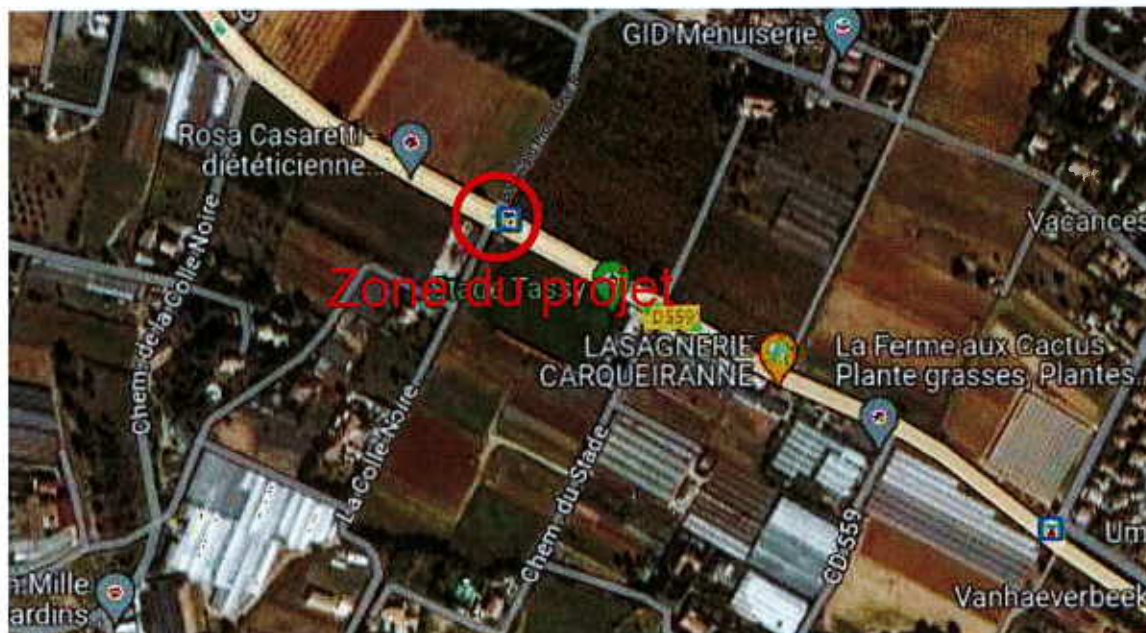
Fait à Toulon, le

Pour le Président du Conseil départemental

**Ludovic PONTONE
Conseiller départemental
Vice-Président de la commission mobilités
et infrastructures routières (territoire
métropolitain)**

ANNEXE 1 : PLAN DE SITUATION

Co 2024-1631 relatif à la réalisation d'un carrefour giratoire au Paradis
Nord à Carqueiranne



ANNEXE 3 - CONSTAT D'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX
Co 2024-1631 relatif à la réalisation d'un carrefour giratoire au Paradis
Nord à Carqueiranne

Le _____ à _____

Il a été constaté que :

Les travaux décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés conformément aux dispositions prévues. (1)

Les travaux décrits à l'article 4 de la convention ont été réalisés avec les modifications suivantes : (1)

Le représentant du Département

Le représentant de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le chef du pôle territorial Provence Méditerranée
ou son représentant légal

Le directeur général des services
techniques ou son représentant
légal

(1) Rayer la mention inutile

ANNEXE 4 - TABLEAU DE RÉPARTITION FINANCIÈRE

**Co 2024-1631 relatif à la réalisation d'un carrefour giratoire au Paradis
Nord à Carqueiranne**

Désignation	Montant HT	Participation Département HT	Participation Métropole Toulon Provence Méditerranée
Installation de chantier-Signalisation provisoire	58 400 €	43 216 €	15 184 €
Travaux préparatoires	23 520 €	15 420 €	8 100 €
Terrassement-Assainissement-Réseaux	193 600 €	125 370 €	68 230 €
Chaussée, revêtement de voirie, bordures	184 410 €	151 539 €	32 871 €
Signalisation horizontale et verticale	20 005 €	19 165 €	840 €
frais annexes (SPS, labo)	20 065 €	20 065 €	0 €
Total HT	500 000 €	374 775 €	125 225 €

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture :

Date de publication :

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 MAI 2025**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
0	0	0

OBJET DE LA DECISION

N° 25/5

**ACQUISITION D'UNE
PARCELLE SUR LA
COMMUNE DE TOULON
BOULEVARD DOCTEUR
BOURGAREL CADASTREE
SECTION BK N° 509**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture :

Date de publication :

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/5

BUREAU DU 12 MAI 2025

**O B J E T : ACQUISITION D'UNE PARCELLE SUR LA COMMUNE
DE TOULON BOULEVARD DOCTEUR BOURGAREL
CADASTREE SECTION BK N° 509**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le courrier de Messieurs GAUBERT Alain, Guillaume, Julien, Giacomo en date du 19 août 2024,

VU le Courrier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 5 novembre 2024,

CONSIDERANT que dans le cadre du projet d'aménagement du boulevard Docteur BOURGAREL à Toulon, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a sollicité Monsieur Alain GAUBERT (usufruitier) et Messieurs Guillaume, Julien, et Giacomo GAUBERT (nus-proprétaires) en vue de l'acquisition d'une parcelle leur appartenant située à Toulon (83000) Boulevard Docteur Bourgarel, cadastrée section BK n°509,

CONSIDERANT que cette acquisition doit permettre d'élargir la voie, et le trottoir situés le long de cette parcelle et créer des places de stationnement,

CONSIDERANT que par courrier en date du 19 août 2024, les consorts GAUBERT ont accédé à cette demande, aux conditions suivantes :

- Prix de vente du terrain proposé à dix mille euros (10 000 €),
- Frais d'acte à la charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- Les travaux restant à réaliser sur la parcelle cédée consistant uniquement en la réalisation de 4 places de stationnement,
- Les arbres situés sur la limite entre les parcelles BK n°0508 (propriété GAUBERT) et BK n°0509 (parcelle objet de la vente) ne seront pas coupés (à l'extrémité Nord-est de la limite entre ces deux parcelles),
- Construction d'un mur de soutènement d'une hauteur suffisante et sur la longueur totale des travaux de la parcelle BK n°0509,
- Plantation d'une haie coupe-vue comprenant des arbres et végétaux à croissance rapide (la nature des végétaux devra être validée par les consorts GAUBERT),
- Une toile brise-vue opaque sera fournie et installée en attendant que la haie plantée ait suffisamment poussé,

CONSIDERANT l'intérêt public du projet d'aménagement envisagé dans ce secteur très fréquenté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, a par courrier du 5 novembre 2024, accepté la proposition des consorts GAUBERT,

CONSIDERANT que la valeur vénale de l'emprise à acquérir est inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, la présente acquisition n'est pas soumise à la consultation préalable du service des Domaines, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prise de location immobilières poursuivies par les collectivités publiques,

CONSIDERANT l'accord sur le prix et sur les travaux à réaliser, il convient d'acquérir la parcelle sise à Toulon (83000) Boulevard Docteur Bourgarel cadastrée section BK n°509 appartenant aux consorts GAUBERT,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUERIR auprès de Monsieur Alain GAUBERT (usufruitier) et Messieurs Guillaume, Julien et Giacomo GAUBERT (nus-proprétaires) la parcelle, sise à Toulon (83000) Boulevard du docteur BOURGAREL, cadastrée section BK n°0509 d'une superficie de 226 m², qui sera intégrée ultérieurement au domaine public métropolitain, au prix de DIX MILLE euros (10 000 €).

ARTICLE 2

D'EFFECTUER en contrepartie de l'acquisition, les travaux et aménagements suivants :

- Création de quatre places de stationnement,
- Préservation des arbres situés sur la limite entre les parcelles BK n°0508 (propriété GAUBERT) et BK n°0509 (parcelle objet de la vente) à l'extrémité Nord-est de la limite entre ces deux parcelles,
- Construction d'un mur de soutènement d'une hauteur suffisante et sur la longueur totale des travaux de la parcelle BK n°0509,
- Plantation d'une haie coupe-vue comprenant des arbres et végétaux à croissance rapide (la nature des végétaux devra être validée par les consorts GAUBERT),
- Fourniture et installation d'une toile brise-vue opaque en attendant la pousse de la haie plantée.

ARTICLE 3

D'AUTORISER d'une part, Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires, d'autre part, de payer la somme de DIX MILLE euros (10 000 €) correspondant au prix d'acquisition de la parcelle cadastrée section BK n°0509, ainsi que les frais d'actes correspondant.

ARTICLE 4

DE DESIGNER Maître Amaury ROQUEBERT notaire en l'Office Notarial ROQUEBERT-MASSIANI à Ollioules, en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition dont tous les frais seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits au Budget Principal 2025 (et suivant) - Opération 61101-FONCIER - Fonction 844 - Article 2112.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 mai 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	0
CONTRE	0
ABSTENTION	0

M. Alain Gaubert,
M. Guillaume Gaubert,
M. Julien Gaubert,
M. Giacomo Gaubert,
152 boulevard docteur Bourgarel,
83000 Toulon

Mail : alain.gaubert.83@gmail.com

Tél : 06 13 22 40 22

Pièce jointe : Plan MPTM d'aménagement parcelle BK 509

Toulon, le 19 août 2024,

Messieurs,

Dans le cadre du projet d'aménagement du boulevard du docteur Bourgarel à Toulon, vous nous indiquez que vous souhaitez régulariser l'emprise foncière des travaux déjà réalisés. À cet effet, vous nous demandez de bien vouloir vous confirmer notre accord concernant la cession de la parcelle cadastrée BK numéro 509.

Nous vous confirmons notre désaccord pour une cession à l'euro symbolique de la parcelle susnommée.

Cependant, par la présente, nous vous confirmons notre accord pour cette acquisition aux conditions suivantes :

- Le prix d'achat de la parcelle BK 509 est fixé à 10 000 €,
- Les frais d'acte seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- Les travaux restant à réaliser sur cette parcelle consistent uniquement en la réalisation de 4 places de parking comme indiqué dans le plan établi par la Métropole et fourni en pièce jointe,
- En particulier, les arbres se situant sur la limite entre les parcelles BK 508 et BK 509 ne seront pas coupés (à l'extrémité Nord-Est de la limite entre ces deux parcelles),
- Un mur de soutènement sera construit, d'une hauteur suffisante et sur la longueur totale des travaux de la parcelle BK 509,
- Une haie coupe-vue comprenant des arbres et végétaux à croissance rapide (pour lesquels nous souhaitons être consultés) sera édifiée,
- En attendant cette croissance des végétaux, une toile brise-vue opaque sera fournie et installée, afin de garantir une discrétion indispensable vis-à-vis de la rue pour des raisons évidentes de sécurité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, messieurs, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs,

Alain Gaubert



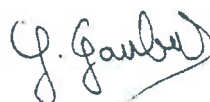
Julien Gaubert



Guillaume Gaubert



Giacomo Gaubert



COMMUNES DE TOULON & LA GARDE
Boulevard Docteur Bourgaud

Aménagement au niveau
 de la parcelle BK n°509

BK0249

AY0003

AY0004

BK0508

BK0509

AY0005

AY0006

BK0238

AY0007

Lot Magaud

Toulon le 05 NOV 2024

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

*Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens*
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Claire HUMMEL
Mail chummel@metropoletpm.fr
Téléphone : 04.94.93.68.37

Monsieur Alain GAUBERT
Monsieur Guillaume GAUBERT
Monsieur Julien GAUBERT
Monsieur Giacomo GAUBERT
152, boulevard Docteur Bourgairel
83000 TOULON

N/Réf: JPG/VP/CW/CH/MM/ 2024 n° 33

V/Réf:

OBJET : travaux de requalification du Boulevard Docteur Bourgairel entre Toulon et La Garde
Régularisation d'emprise foncière au droit de la parcelle BK0509

Messieurs,

Par courrier du 19 août dernier, vous avez accepté le principe de la régularisation foncière impactant la parcelle cadastrée section BK n° 0509 vous appartenant, sur laquelle des travaux ont été réalisés, dans le cadre de la requalification du Boulevard Docteur Bourgairel entre Toulon et La Garde.

Vous soumettez toutefois cet accord aux charges et conditions suivantes :

- la cession de la parcelle s'effectuera au prix de DIX MILLE euros (10 000,00 €),
- les frais d'acte seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- les travaux restant à réaliser sur cette parcelle consisteront uniquement en la réalisation de 4 places de parking comme indiqué dans le plan établi par la Métropole,
- les arbres se situant sur la limite entre les parcelles BK0508 et BK0509 ne seront pas coupés (à l'extrémité Nord-Est de la limite entre ces deux parcelles),
- un mur de soutènement sera construit, d'une hauteur suffisante et sur la longueur totale des travaux de la parcelle BK0509,
- une haie coupe-vue comprenant des arbres et végétaux à croissance rapide (pour le choix desquels vous demandez à être consultés) sera édifiée,
- en attendant cette croissance des végétaux, une toile brise-vue opaque sera fournie et installée.

Par la présente, je vous informe que la Métropole accepte ces conditions.

Le service Action Foncière prendra prochainement contact pour l'élaboration de l'acte de vente.

Je vous prie de croire, Messieurs, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président, par délégation,
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services Toulon Provence Méditerranée

Commune	Contenance	Surface bâtie	Adresse	C. propriétaire
TOULON (830137)	226 m ²	0 m ²	0140 BD DOCTEUR BOURGAREL, TOULON	G17211



Échelle : 1:1000

Propriétaire(s)		
M GAUBERT ALAIN DENIS MARIE-JACQUES	Usufruitier	0152 BD DOCTEUR BOURGAREL 83000 TOULON
M GAUBERT GUILLAUME ANDRE MARIE NORBERTO	Nu-proprétaire	0152 BD DOCTEUR BOURGAREL 83000 TOULON
M GAUBERT JULIEN MARIE FRANCOIS GUSTAVE	Nu-proprétaire	BAT R 0039 RUE LA GRANGE AUX BELLES 75010 PARIS
M GAUBERT GIACOMO MARIE PIERRE ALAIN	Nu-proprétaire	0152 BD DOCTEUR BOURGAREL 83000 TOULON

Informations d'urbanisme		
Zonage(s)(POS ou PLU)		
U	UE	100,00%
Information(s)		
19	Débit de rejets	100,00%
19	Débit de rejets	100,00%
99	Aléa retrait gonflement sols argileux	100,00%
04	Droit de préemption urbain simplifié	100,00%
14	Couloir des voies bruyantes	100,00%
99	Servitude d'Utilité Publique	100,00%
Servitude(s)		
AC1	Monument historique	100,00%
Autre(s)		
U	U - Secteurs déjà urbanisés et secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter	100,00%

